

La Lettre du Réseau Arbres Tropicaux

n° 7



Supplément à
SILVA

Arbres, Forêts et Sociétés
OCTOBRE-NOVEMBRE 1988

LE MOT DU PRESIDENT

SOMMAIRE

Le mot du président	1
Nouvelles du Réseau	2
L'arbre du mois : Le Néré	3
La main verte	4
Note de lecture	5
Dossier : Foresterie Villageoise	6
L'écho des Tropiques	11
L'Arbre à Palabres	12

FORETS PLANTEES OU FORETS NATURELLES

Les gouvernements des pays tropicaux font des efforts méritoires, mais souvent insuffisants pour recréer, la richesse des forêts détruites, appauvries ou écorchées par les exploitations commerciales. Les organismes internationaux de financement les y aident avec des subventions ou des prêts à long terme et bas intérêt. Les techniques sont assez bien maîtrisées et les essences les plus intéressantes sont assez bien connues, qu'il s'agisse de créer ou de rétablir la forêt par des plantations (dites artificielles) ou de manipuler en vue d'un rendement accru la forêt (dite naturelle).

Un rapide tour du monde depuis le Brésil, la Guyane Française, la Côte d'Ivoire, la Malaisie, qui parmi d'autres possèdent une expérience déjà assez longue en la matière, nous montre que le dilemme est loin d'être résolu en ce qui concerne ses aspects financiers et économiques. On peut dire toutefois que :

1. Les plantations artificielles coûtent, en général, très cher : de 20.000 à 30.000 FF. l'hectare avant les éclaircies vendables. Il est douteux que le bois d'œuvre récolté (soit 10 m³ par hectare et par an en moyenne) soit toujours de bonne qualité et se vende cher.

2. Par contre, les techniques sont bien connues car elles se rapprochent de celles des plantations "modernes" de cocotiers, palmiers à huile et hévés.

3. Elles sont spectaculaires au point qu'on y installe souvent des "miradors".

4. Par contre, la régénération "naturelle" (même si on lui donne un coup de pouce) plaît aux

écologistes. L'équilibre interne de la biocénose est peu affecté.

5. Mais cette méthode est difficile à conduire. 6. Par contre, elle est peu coûteuse : quelques centaines de francs par hectare.

7. Elle n'est pas spectaculaire et n'impressionne ni les autorités politiques, ni les visiteurs non avertis, ni les bailleurs de fonds (mais cela change), ni, surtout, les paysans défricheurs des alentours qui ne respectent pas, par tradition, la forêt naturelle sous le travail de l'homme incorporé dans la forêt artificielle.

8. Les augmentations de rendement par rapport à la forêt naturelle non manipulée, ne sont pas spectaculaires : environ cinq à six mètres cubes par hectare et par an, contre deux à trois, ce qui n'est peut-être pas suffisant pour amortir des investissements nécessaires, pour faibles qu'ils soient. Et cela d'autant plus que le prix de vente du bois sur pied est scandaleusement bas.

Les études et expériences doivent donc continuer et mettre l'accent sur les questions économiques et financières trop négligées.

Une question pour finir : pourquoi sur pied, à qualité comparable, un Chêne de Tronçais ou un Sapin des Vosges vaut-il de 10 à 100 fois plus qu'un Acajou d'Afrique ?

Le lecteur peut-il répondre ?

Louis HUGUET

Ce supplément est destiné aux membres du Réseau "ARBRES TROPICAUX". Il est publié à l'initiative du Ministère de la Coopération et du Développement.

Nouvelles du Réseau "Arbres Tropicaux"

ENTRETIEN AVEC EDGARD PISANI

Avec l'accord des membres du Réseau, le Président avait invité Monsieur Edgard PISANI (ci-après désigné par E.P.) à s'entretenir le Jeudi 30 juin de 8 heures à 9 heures 30 dans la salle de conférence du C.T.F.T. à Nogent-Marne, de son dernier livre "POUR L'AFRIQUE" - Editions Odile Jacob - 1988. Malgré cette heure matinale, une quarantaine de personnes, appartenant aux instituts du CIRAD, ont assisté à cet entretien.

On se rappelle que René Dumont (invité à la conférence mais absent) avait déjà publié en 1986 un livre sur le même sujet avec un titre semblable "Pour l'Afrique - J'accuse". Nous n'avons pas demandé à E.P., si volontairement, il avait choisi le même titre que Dumont mais en omettant le "J'accuse".

Comme on le sait E.P. a été Commissaire pour l'Afrique au sein de la Commission des Communautés Européennes.

Il s'agissait bien d'un dialogue car E.P. décide d'user de la méthode "maïeutique" (je te révélerai ce que tu sais déjà), du dialogue "accoucheur" de préférence, à la conférence magistrale.

Nous donnons ci-dessous les idées les plus importantes.

1) Il existe deux suds, deux catégories de pays en développement : ceux qui peuvent exporter (Brésil, Malaisie, Corée par exemple) et ceux qui n'ont presque rien à exporter, l'Afrique Tropicale évidemment. On commet une grande erreur en les assimilant car les clés de leurs éventuels développements sont complètement différentes.

2) D'après E.P., le problème de l'Afrique consiste en ce que, en bien des endroits, le milieu naturel ne se reconstitue plus car on a dépassé le point de non retour.

3) E.P. résume son diagnostic de la façon suivante : " La situation en Afrique est grave, elle est dangereuse, mais elle n'est pas désespérée ". Selon E.P. la situation est grave pour l'équilibre et la paix du monde. Il cite à l'appui de son pronostic les cas de l'Afrique du Sud, de la Corne de l'Afrique, de l'Amérique Centrale qui sont gros de périls.

4) Toutefois, E.P. reconnaît qu'il existe bien deux mondes, à savoir le riche situé en général au nord avec moins d'un milliard d'habitants et le pauvre situé en général au sud avec bientôt huit milliards d'habitants.

5) E.P. reconnaît les déficiences de nombre de pays en développement, mais rappelle qu'en Afrique les indépendances n'ont guère plus de trente ans d'âge et précise qu'on ne fait pas une nation, qu'on ne crée pas des élites en si peu de temps ; il voit déjà naître des élites qui, au surplus, après s'être expatriées, commencent à revenir au pays. Il rappelle que le développement est avant tout culturel.

6) E.P. insiste sur la spécificité de l'Afrique et relate la désastreuse expérience de certains efforts, mal planifiés, faits pour accroître la production locale (exemple : le riz en Côte d'Ivoire passe d'un état de surproduction à la nécessité d'importer en raison d'une mauvaise politique de prix à la production).

7) E.P. rappelle que les énormes fortunes accumulées par certains dirigeants africains ne seraient pas aussi scandaleuses si elles étaient réinvesties localement en vue du développement, au lieu d'être accumulées dans les banques suisses par exemple. Il rappelle qu'à l'époque où notre pays,

la France, était encore en voie de développement, des hommes d'Etat aussi talentueux et dévoués au bien public que Richelieu ou Colbert avaient également accumulé de considérables fortunes, mais qu'ils les avaient réinvesties dans leur pays.

8) Passant à deux problèmes souvent soulevés, E. P. rappelle que l'Afrique est un continent vide et que, en outre, la natalité a déjà commencé à diminuer. Il en conclut que l'Afrique a la capacité biologique de nourrir tous ses habitants.

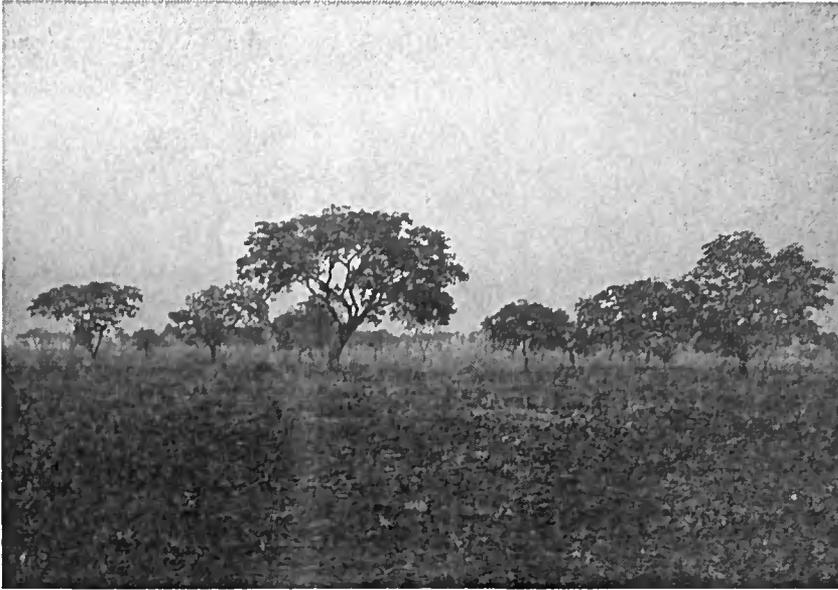
9) E.P. critique les financiers internationaux qui exigent que les prêts qu'ils octroient et les travaux qui en découlent soient rentables. Il estime que cette rentabilité est une illusion au début du processus de développement. Il confirme que le développement de l'agriculture déclenchera le développement général du pays. C'est la thèse soutenue par bien d'autres observateurs, en particulier par Bairoch.

10) E.P. critique la suffisance de certains experts expatriés travaillant en Afrique. Il leur recommande l'humilité. Il critique également les mots de "Plan Marshall pour l'Afrique" employé parfois, pourtant, dans les plus hautes sphères de l'Etat Français : la comparaison n'est pas fondée car au moment où l'Europe a bénéficié du Plan Marshall, elle était déjà développée.

E.P. a promis de revenir à une heure plus convenable pour ses auditeurs, de façon à répondre aux nombreuses autres questions que les assistants n'avaient pas pu lui poser durant sa courte (1 heure 30) conférence. Nous en informerons bien entendu les lecteurs de la présente lettre.

Louis HUGUET.

LE NÉRÉ



GENERALITES

Néré ou Nété est le nom en langue Bambara de *Parkia biglobosa* (Jacq.) Benth, un arbre africain de la famille des Mimosaceae.

Autres noms courants :

- Anglais : African locust bean.
- Français : Mimosa pourpre, arbre à farine, arbre à fauve, caroubier africain.

L'aire naturelle du Néré s'étend en Afrique entre 5° Nord et 15° Nord, et entre 18° Est et 30° Ouest. L'espèce existe sur l'île de Sao Tomé, mais on ne sait pas si elle y est spontanée ou introduite.

Le nom générique *Parkia* a été créé en 1826 par Robert BROWN, en hommage au célèbre botaniste explorateur écossais Mungo PARK. C'est un genre pantropical renfermant une trentaine d'espèces dont trois se trouvent sur le continent africain (*Parkia biglobosa*, *P. bicolor*, *P. filicoides*) et une à Madagascar (*P. madagascariensis*). Les autres espèces sont originaires d'Amérique et d'Asie Tropicale.

La mention écrite la plus reculée que l'on rencontre sur cet arbre remonterait à Michel ADANSON, en 1757. L'arbre a été ensuite cité par de nombreux autres explorateurs de l'Afrique dont René CAILLIE au cours de ses voyages entre 1819 et 1828. En raison de son importance dans l'alimentation africaine et de ses nombreux usages en pharmacopée et médecine traditionnelles, le Néré est intégré dans les systèmes agroforestiers

traditionnels de nombreuses régions d'Afrique où il est conservé et protégé dans les champs de culture, en association avec d'autres arbres utiles tels que le Karité (*Butyrospermum paradoxum*), le Tamarinier (*Tamarindus indica*), le Baobab (*Adansonia digitata*), le Balanzan (*Acacia albida*), etc...

L'ARBRE

Parkia biglobosa est un arbre de 10 - 20 m de haut (exceptionnellement 30 m) facilement reconnaissable par ses belles inflorescences en boules roses ou rouges suspendues à l'extrémité de pédoncules longs de 10 à 30 cm. La cime de l'arbre est fortement charpentée, avec un port en boule ou en parasol. Le tronc est écaillé chez l'adulte (écorce grisâtre et striée).

Les principales caractéristiques botaniques de l'espèce sont :

- feuilles alternes, composées bipennées, rachis long de 20 - 40 cm, pinules portant chacune 30 à 60 paires de folioles oblongues, longues 7 à 15 mm, larges 2 - 3 mm, glabres, seuls les bords finement pubescents ;
- pétiole long de 4 à 10 cm, à base épaissie et portant une glande cratériforme caractéristique ;
- inflorescence en grappe de capitules sphériques de 4 à 5 cm portés par des pédoncules longs de 10 à 30 cm ;
- fleurs gamopétales, roses ou rouges (lobes de la corolle ne dépassant pas 1/3 à 1/4 de la longueur du tube gamopétale), avec 10 étamines à anthères linéaires - fruits : gousses longues de 25 - 30 cm, larges de 1,5 à 2

cm, plus ou moins aplatie ; graines noires ressemblant à de grosses lentilles, entourées d'une pulpe farineuse jaune à maturité qui remplit toute la cavité de la gousse.

L'arbre commence à fructifier à l'âge de 8 - 10 ans. Le rendement est très variable, entre 25 et 100 kg de gousses chez l'arbre adulte.

IMPORTANCE ALIMENTAIRE

L'importance alimentaire du Néré pour les populations africaines a été signalée par de nombreux explorateurs et botanistes voyageurs de XVIIIème et XIXème siècle dont René CAILLIE, Mungo PARK, Michel ADANSON, Auguste CHEVALIER, etc...

Les produits du Néré ne font pas l'objet d'un commerce d'exportation hors d'Afrique, mais ils procurent aux populations rurales de son aire de distribution des produits alimentaires de très grande valeur nutritionnelle et faisant l'objet de transactions commerciales sur les marchés africains.

La pulpe fournit une farine très riche en glucides (80 % environ), recommandée dès la fin du XIXème siècle, comme base de farine lactée pour l'alimentation des enfants.

La graine est utilisée pour préparer un condiment, après fermentation, appelé *Soumbala* et qui fait l'objet d'un commerce très actif sur les marchés africains. La graine fermentée a une très grande valeur nutritionnelle (35 % de protéides, 29 % de lipides et 16 % de glucides).

IMPORTANCE EN PHARMACOPÉE TRADITIONNELLE

Les écorces et les racines sont employées dans de nombreuses thérapies dont les traitements de bronchites, lépre, maladies vénériennes, ostéopathies, odontalgies, oreillons, etc... Les feuilles interviennent pour des traitements de dermatose, filariose, oedèmes, bronchites, etc...

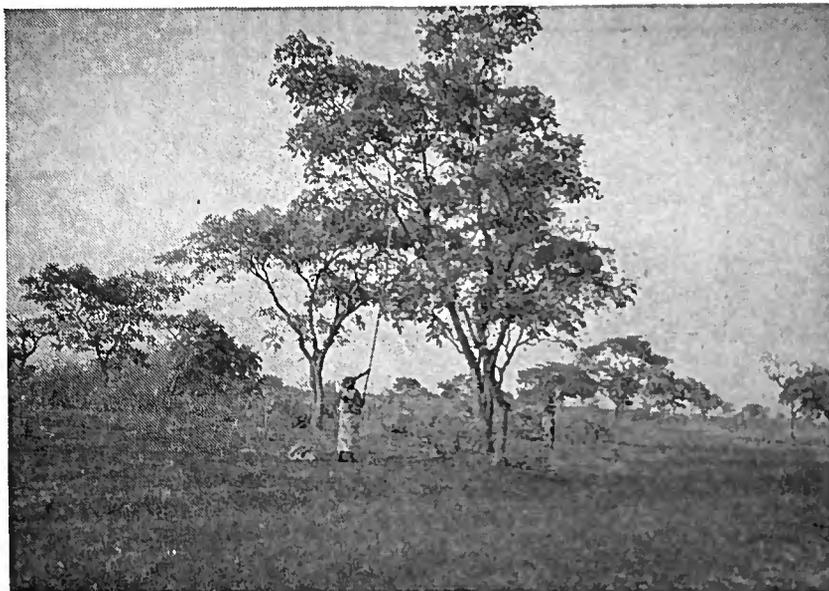
La farine de la pulpe a des propriétés laxatives. L'exocarpe de la gousse, par contre, contient un produit toxique utilisé par les pêcheurs traditionnels pour tuer les poissons dans les mares.

SYLVICULTURE

Semis direct Des essais réalisés au Burkina Faso et au Mali ont donné de mauvais résultats, probablement à cause de dégâts dus aux rongeurs et divers prédateurs. Des cas de réussite ont été cependant enregistrés par des paysans au Burkina Faso.

Pépinière. La germination des graines ne pose pas de problème technique majeur. Le simple ébouillantage permet d'obtenir des taux de germination de plus de 80 %. La production de plants en pots ne pose pas de problème sérieux. Il est cependant nécessaire de bien protéger les semis contre les rongeurs.

Plantation. La préparation des plants par semis en pots sans repiquage donne de très bons résultats, et la croissance des plants est assez rapide. Cette méthode a donné au Burkina Faso un taux moyen de reprise de 90%. A un an, les plants mesuraient en moyenne 75 cm de haut, et certains pieds atteignaient 1m. A 3,5 ans, certains plants atteignaient 3 m, ce qui est quand même une croissance rapide, si l'on compare cette performance avec la croissance du Karité



(*Butyrospermum paradoxum*) dont les plants issus de semis ont à peine 30 cm de haut à l'âge de 3 ans.

La multiplication végétative par

bouturage sous chassis a été expérimentée avec succès par la recherche forestière au Burkina Faso.

Edouard G. BONKOUNGOU.

LA MAIN VERTE

Une technique de lutte anti-érosive facilement vulgarisable et appropriable par les villageois.

Les principes de lutte contre l'érosion étant posés et le terrain donné (pente, sol, etc ...), les techniques anti-érosives sont alors déterminées mais le choix des types d'ouvrages possibles reste encore varié. Les différences entre ces ouvrages anti-érosifs apparaissent alors d'autant plus importantes qu'elles ne dépendent plus que des objectifs choisis et des paramètres socio-économiques du milieu.

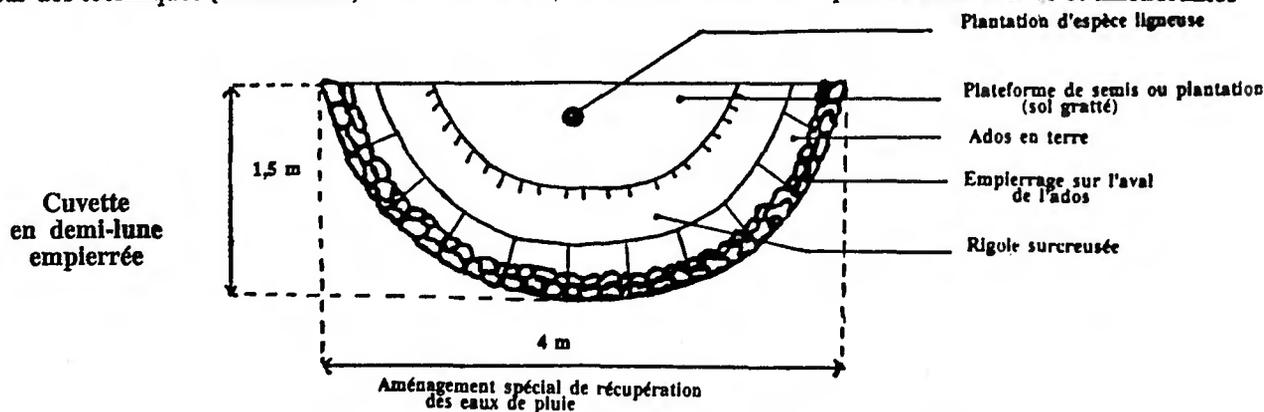
Par exemple, dans le cas de projet où la participation des populations est consciente (objectifs définis par les villageois eux-mêmes) et bénévole (ni rémunération, ni compensation individuelle), l'accent doit être mis, d'une part, sur des techniques (d'animation,

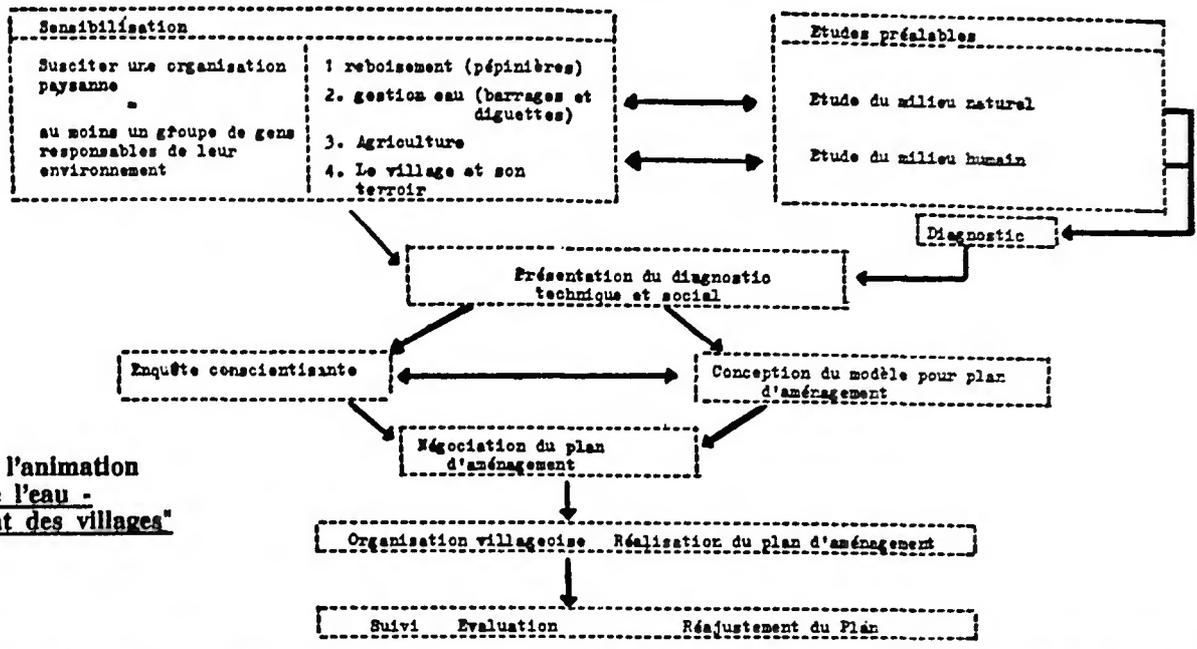
de formation, de réalisation et de suivi) simples et légères pour être facilement maîtrisables par la population (éviter ou préférer les interventions de gros engins à des actions ponctuelles) et, d'autre part, sur une recherche d'optimisation, en terme de conception et d'agencement des ouvrages, des surfaces traitées par rapport au temps de travail et aux objectifs villageois (récupération de terres agricoles, reboisement, protection de bassin versant...). Autrement dit, trouver un type d'ouvrage dont la taille (grandeur), la forme, l'espacement et l'utilisation permettent aux populations concernées de traiter le maximum de terrain érodé en un minimum de temps avec le minimum de matériel conformément à leurs objectifs.

Ainsi en 1987, le Projet Forestier

"Aménagement du Canton de Tondikandia (Niger)", a obtenu de bons résultats avec les cuvettes ou demi-lunes empierrées (voir schéma ci-dessous) sur des pentes supérieures ou égales à 3 %, du fait de leur simplicité et leur rapidité de réalisation ainsi que leur faible densité ; 416 cuvettes/hectare avec peu de matériel (pelles, pioches, brouettes, niveaux à tuyau) et un rendement de 100 cuvettes/jour pour une équipe de 12 personnes environ (chiffre comprenant à la fois la détermination des courbes de niveau au tuyau, le tracé avec le gabarit sous forme d'équerre en bois, le creusement et l'empierrement).

De plus, ces cuvettes à deux niveaux (plate-forme et rigole) ont l'avantage d'offrir aux villageois, outre leurs qualités anti-érosives et améliorantes





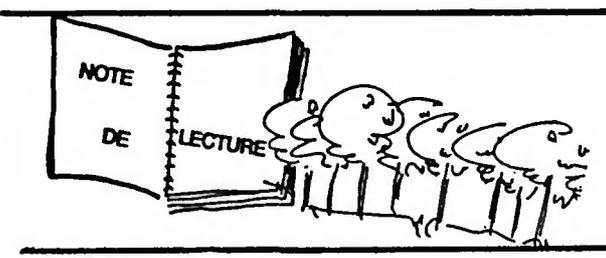
**Schéma de l'animation
"Gestion de l'eau -
Reboisement des villages"**

du sol (notamment de l'infiltration des eaux), la possibilité de semer une culture à l'intérieur, ou de l'utiliser pour des plantations forestières.
N.B : L'empierrement ne semble pas nécessaire si le sol est très argileux, la pente faible ou les ouvrages

protégés en amont. On peut aussi intercaler des ouvrages non empierreés.
Espèces forestières ayant semblé profiter le mieux de l'effet cuvette (à titre indicatif car il faut attendre les résultats de la campagne 1988) :

Acacia holosericea, Acacia albida, Ziziphus mauritiana, Acacia senegal, et à moindre titre l'Acacia nilotica.

Rémi GROVEL



Agroforesterie et Désertification de Michel BAUMER - ICRAF/CTA - 1987. 260p-17 tableaux-12 figures-3 cartes

Cette étude réalisée par Michel BAUMER, Consultant pour le Conseil International pour la Recherche en Agroforesterie (ICRAF-Nairobi), et soutenue par le Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA-Pays-Bas) dans le cadre de la Convention Afrique-Caraïbes-Pacifique- CEE de Lomé, constitue une bonne démonstration du rôle possible de l'agroforesterie dans la lutte contre la désertification et la dégradation de l'environnement dans les pays ACP.

Après un rappel précis et éclairé d'exemples, de la définition de l'agroforesterie et de ses différentes modalités (agri-sylviculture, agro-pastoralisme...), adoptée par l'ICRAF ainsi que par lui-même, (ceci afin d'éviter toute ambiguïté ou malentendu sur la terminologie), une bonne analyse est faite des problématiques Désertification / Dégradation de l'environnement. En effet, à partir de la définition élaborée par la Conférence des Nations Unies sur la Désertification, tenue à Nairobi (Kenya) en 1977, "définition qui va à l'essentiel dans la mesure où elle rappelle que la problématique de la désertification est inséparable de celle du développement" et, de ce fait, liée à l'expansion démographique, l'auteur, dans une démarche originale commence par caractériser et classer

les différents types d'aridités et de sous-climats par pays (et même par moitié de pays), avant d'analyser les risques de désertification dans ces mêmes pays ACP, puis aborde les modes d'actions et les causes de cette désertification. Suit l'étude (plus ou moins détaillée suivant les cas), dans leur stratégies et leurs caractéristiques, de 7 systèmes agroforestiers existant en Afrique ; étude qui permet d'aborder grâce à de nombreux exemples (souvent connus et parfois anciens...), les composantes des systèmes agroforestiers les unes après les autres, puis les différentes interactions entre elles qui sont, en fait, la base des principes de lutte contre la désertification.

Ceci est illustré peu après par une liste exhaustive (?), et de descriptifs assez sommaires, des types d'actions (ou pratiques) utilisées et combinées en agroforesterie. L'agroforesterie apparaît alors bien moins comme une technique bien spécifique que comme un ensemble de pratiques très diversifiées (dans tous les domaines), résultant d'un état d'esprit et de compréhension de l'environnement (l'écosystème lui-même et ses interactions avec la population) et des causes de sa dégradation, et en cela l'ouvrage de M. BAUMER est très révélateur. En effet, la première lecture donne une impression de complexité, voire même de fouillis et de désordre des problèmes et sujets abordés dans chaque chapitre, mais c'est cela

même qui contribue à renforcer l'idée maîtresse qui ressort finalement, à savoir que l'agroforesterie est une science "naturelle" complexe à l'image du milieu. M. BAUMER propose ensuite, une zonation agroforestière, basée sur l'utilisation des sols et qui s'appuie sur des exemples de grands projets en cours, et il conclut sur les principes de bases en ce qui concerne la méthodologie de conception des actions en agroforesterie (au niveau national et local), les aspects politiques et l'approche sur le terrain ; sur ce dernier point M. BAUMER pense que la participation des populations à des actions agroforestières devrait être facilitée puisque ce type d'action correspond mieux que les autres à leur perception du milieu et de son utilisation.

L'agroforesterie n'est pas forcément envisageable partout, soit pour des raisons de meilleures utilisations possibles des sols avec une autre technique, soit pour des problèmes d'incompatibilités écologiques et/ou économiques. Cependant, là où elle est possible, (et c'est souvent la majorité des cas), elle constitue un apport précieux et irremplaçable dans la Lutte contre la Désertification dans sa définition même où, conforme à propre approche du milieu, elle est complexe et vise à satisfaire un ensemble de besoins du paysan. Cette étude très complète, à tous les niveaux de l'analyse, représente une démonstration logique (même si parfois peu claire) mais surtout un fervent plaidoyer pour l'agroforesterie ; c'est donc un livre à posséder si l'on veut bien comprendre les différents mécanismes de la Désertification et les différentes solutions apportées par l'agroforesterie à travers de nombreuses expériences intéressantes à connaître.

Rémi GROVEL

FORESTERIE VILLAGEOISE

"Ne nous pressons pas,

nous n'avons pas de temps à perdre"

AVERTISSEMENT

Le texte présenté ci-dessous récapitule un bilan interne d'un projet de développement sur son action. De ce fait, il peut paraître porter des jugements sévères surtout si l'on se réfère aux notables actions réalisées. Mais cette démarche critique nous apparaît, au contraire, comme exemplaire et suffisamment rare pour mériter d'être présentée ici. Ce document pose, en effet, de très nombreux problèmes que rencontrent la plupart des actions forestières en zones rurales. Il sera lu avec intérêt par tous ceux qui s'intéressent à ces problèmes et les propositions qu'il contient méritent d'être réfléchies et discutées largement dans les pays sahéliens.
Alain BERTRAND

PREMIERE PARTIE

Sur la base d'un protocole d'accord avec le gouvernement tchadien, le BELACD* a initié, en 1983, un projet de lutte contre la désertification dans la préfecture du Mayo Kebbi. Prévu sur une période de cinq ans, le volet reboisement de ce projet a été succinctement évalué à mi-parcours de sa mise en oeuvre.

Le Projet

Les objectifs de l'activité reboisement peuvent se résumer en deux points :

- à la fin de la période des cinq ans :
- parvenir à planter 250.000 arbres par an dans toute la préfecture,
- avoir atteint tous les villages du Mayo Kebbi, quelque soit le nombre d'arbres qu'on y aura planté!

Le projet vise aussi l'amélioration des sols par l'extension des zones à Acacia albida. En ce qui concerne l'animation et la sensibilisation, il est spécifié comme points essentiels : la lutte contre le feu de brousse, la promotion de l'utilisation des foyers améliorés, l'organisation et le contrôle des coupes de bois, la participation des écoles à ce projet.

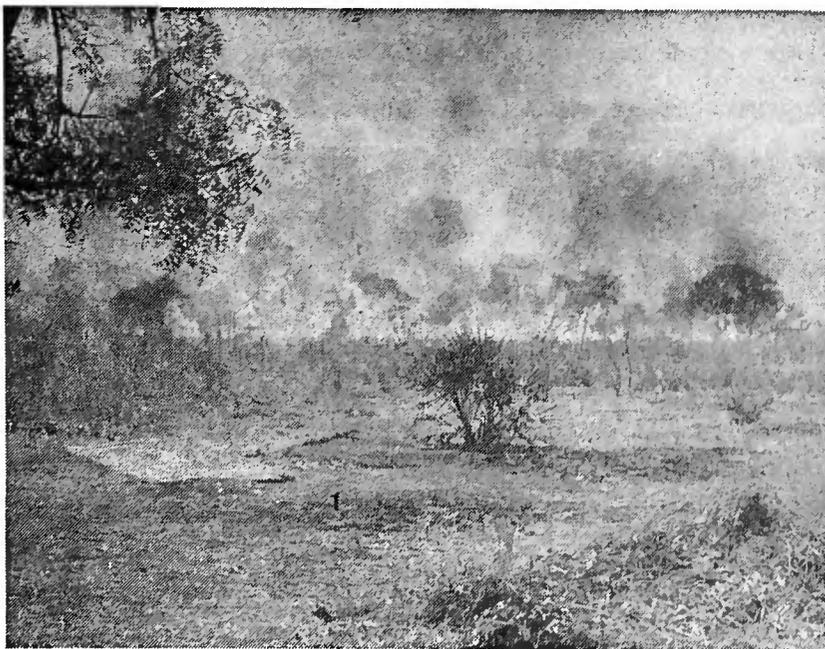
Les modalités de la réalisation prévoient la plantation d'arbres dans les villages, d'Acacia albida dans les champs, la création de petits périmètres villageois de deux à quatre hectares. Au rythme d'une dizaine par an, 57 pépinières sont à mettre en place ; chacune doit produire environ 4000 plants par année.

Deux grandes pépinières d'une capacité de 25.000 arbres sont installées à Bongor et à Pala par le projet. Elles serviront de modèle de démonstration et fourniront les plants pour démarrer les premiers reboisements. Elles disparaîtront lorsque les pépinières villageoises seront assez nombreuses pour prendre le relais.

Côté animation, l'activité reboisement sera intégrée dans un processus d'auto-promotion et de développement communautaire organisé par des comités villageois. Elle s'appuiera sur les initiatives des paysans et apportera les moyens techniques nécessaires. De leur côté, les villages participeront par une cotisation et leur travail.

Quelques résultats

Dans un premier temps l'étendue du projet a été réduite au Mayo Kebbi Ouest, vu le peu de personnel disponible pour cette activité ; en effet, un agent technique du service des Eaux et Forêts a été mis à la disposition du projet par l'Etat. Il



Feux de brousse

avait un rôle d'animateur et de technicien, et était aidé par quelques animateurs du BELACD déjà fort occupés.

Beaucoup de pépinières éphémères, peu de plants !

Au cours des deux premières années, le rythme de création des pépinières a été plus rapide que celui prévu dans l'échéancier (36 au lieu de 24), signe encourageant de l'intérêt que suscitait cette activité auprès des villageois. Mais ceci traduit aussi la réponse à un besoin de planter chez soi des arbres fruitiers. Ce besoin n'est pas nouveau, il résulte du travail de première sensibilisation effectuée les années précédentes par divers intervenants. Le passage de l'agent des Eaux et Forêts, comme animateur, a été l'occasion de faire quelque chose dans ce sens.

Cependant après cette période de prospérité, de nombreuses pépinières ont été abandonnées après deux ou trois ans de mise en service. Les raisons en sont principalement le manque d'eau dans les puits suite au déficit pluviométrique de 1983 et de 1984, et d'autre part, à la désaffectation des responsables de pépinière, du fait de la chute de motivation, des mutations des maîtres d'école, de l'instabilité locale (la paix est une condition sine qua non d'un travail à long terme). Alors que le contexte redevenait favorable en 1986, le désintérêt s'accroissait encore sauf là où un animateur assurait un suivi permanent. Le manque de motivations à moyen terme, associé à un suivi intermittent et peu stimulant, voire distant, prévaut sur les difficultés d'approvisionnement en eau.

Après trois ans de sensibilisation, 15 pépinières étaient en reproduction sur les 41 initiées, parmi lesquelles 33 avaient été équipées en matériel.

La production des pépinières n'atteignait pas l'objectif des 4.000 plants. Ce sont de petites unités orientées principalement vers les arbres fruitiers ; 40 % d'entre elles produisent moins de 500 arbres par an et 40 % entre 500 et 1500. De plus, il n'y a pas de programme de production, car aucun objectif de plantation n'est établi pour la campagne. Les gens veulent planter quelques arbres autour de leur habitation et en quelques lieux publics.

Le nombre d'arbres vivants après plusieurs années, est le seul indicateur valable pour mesurer les résultats du projet de reboisement. Or, il s'avère très difficile de

l'estimer, car les plantations sont éparpillées chez des particuliers qui n'ont pas été recensés. Les réalisations collectives sont vite endommagées faute de protection suffisante et d'un gardiennage rapproché.

A propos d'animation

L'abandon des pépinières, alors que la population est réceptive à la sensibilisation, amène à s'interroger sur la méthode d'animation employée.

L'animation a été menée par l'agent technique des Eaux et Forêts qui n'avait pas de formation dans ce domaine. Il débutait donc et se formait "sur le tas". Bien qu'il ait été des Eaux et Forêts, il a eu un bon contact avec les paysans et a été apprécié.

La démarche d'animation a consisté à visiter les divers secteurs et à contacter les autorités locales pour les informer et les sensibiliser au travail du projet. A la suite de quoi, les réunions avec les villageois se tenaient sur le champ, faute d'être programmées. A ces réunions, l'animateur tenait un discours de sensibilisation sur l'intérêt de l'arbre, sur les feux de brousse, la désertification. Dans la foulée, il encourageait la mise en place d'une pépinière en expliquant les conditions, les offres de matériel, le choix des responsables, etc...

L'affaire était ainsi conclue ! A cette première étape, faisait suite une nouvelle visite pour apporter le matériel et expliquer les techniques de la pépinière.

A la saison des pluies, une dernière rencontre entre l'animateur et les villageois permettait de faire le point sur les techniques de plantation, quand la route n'était pas coupée.

Cette démarche, certes brièvement résumée, relève plus de l'intervention "parachutage" que de l'animation. Cette dernière se voudrait être une pédagogie qui favorise l'émergence d'initiatives au sein d'une population, en s'appuyant sur le voir et le juger de la situation dans laquelle la population se trouve, sur la volonté de compter sur ses propres ressources, et enfin sur la responsabilisation des villageois. Cette dernière implique des prises de décision non biaisées par la précipitation ou par des promesses implicites ou alléchantes de matériel ou d'aide toujours bonne à prendre. Cette animation est plus impliquante que la simple participation, elle demande plus de temps.

D'autre part, la sensibilisation a été construite sur les slogans tels que : "pour lutter contre la sécheresse, plantez des arbres ! la pluie est rare à cause du déboisement, plantez !!". Limité au déboisement, le discours est resté vague et peu pertinent, car il n'intégrait pas la description de la dégradation du milieu à partir d'exemples tirés de la réalité environnante et vécus par les gens. Le reboisement apparaît alors comme un acte gratuit pour la grande cause de la lutte contre la désertification. Celle-ci est moins motivante que le problème de son champ qui s'appauvrit à cause de l'érosion !

La sensibilisation a été faite sans support pédagogique autre que le discours, en un seul passage, dans des réunions grand public. Insuffisance notoire pour accrocher l'attention des gens !

Il faut voir pour se rendre compte. Le temps consacré à la sensibilisation a été très court car l'animateur a aussitôt abordé les problèmes techniques, son domaine privilégié de par sa formation et son expérience précédente.

A ce stade de la sensibilisation, le don de matériel a faussé la motivation des gens.



Le suivi, après la phase de sensibilisation et la mise en place des pépinières, a été superficiel car la zone couverte par l'animateur était trop grande. Il a manqué de relais locaux pour stimuler, motiver les gens par des visites et des discussions fréquentes. D'autre part, le contenu du message technique et de la sensibilisation n'a pas été renouvelé : l'animateur passait voir ce qui avait été réalisé et demandait ce qui allait se faire. Ceci a conduit à la lassitude de l'animateur et des gens qui n'ont pas trouvé de nouveaux intérêts à poursuivre le travail des pépinières. A ce sujet, il faut relever aussi la défaillance du BELACD en matière de formation continue de l'animateur dans le domaine technique et celui de l'animation (pédagogie et emploi de nouveaux outils comme la méthode du GRAAP) ; une bonne supervision de cet animateur était nécessaire car il était livré à lui-même dans un travail qui parfois n'offrait guère de satisfactions immédiates, ce qui était décourageant.

La réflexion à propos des partenaires villageois avec qui travaillait le projet, a apporté quelques éléments pour expliquer la désaffectation des pépinières. Ces partenaires étaient en majorité des écoles (14), les postes Eaux et Forêts (7), des groupements villageois (9), des groupes de jeunes (2), des missions (3), un dispensaire. Dans les villages, la pépinière était l'affaire d'une personne en général : le maître d'école, l'agent des Eaux et Forêts, une personne qui se l'appropriait au nom du groupement ; il n'y avait que 4 ou 5 groupements qui géraient la pépinière en commun.

En conséquence, la population directement engagée dans le reboisement restait faible en nombre bien que la sensibilisation ait touché environ 150 villages. A ces partenaires, il fallait ajouter un nombre assez élevé de personnes qui achetaient 10 à 50 sachets pour produire les quelques arbres dont ils avaient besoin pour leur concession. La prédominance d'une unique personne impliquée dans la pépinière, ne favorise pas l'émergence d'une dynamique communautaire autour du problème de reboisement. Elle rend précaire le travail d'animation effectué, car cette personne est sujette soit aux mutations, soit à la démobilisation personnelle suite à diverses difficultés rencontrées dont, en particulier, la rémunération de son travail.

Chaque pépinière visait, avant tout, à produire des arbres à planter autour de la concession ; une fois cette demande satisfaite, la pépinière était abandonnée. Les plantations collectives ne sont pas motivantes pour les pépiniéristes car les plants sont gratuits et cela ne rémunère pas leur travail.

Dans les écoles, la pépinière est un moyen pédagogique pour sensibiliser les enfants et les parents. Mais elle est soumise aux aléas des mutations des maîtres et des absences des élèves pour l'arrosage, la plantation et la protection des jeunes arbres. Souvent, l'école désire s'approprier la pépinière villageoise au détriment d'un groupement du village, car c'est une ressource pour la caisse scolaire. Dans ce cas, le reboisement reste une affaire d'enfants et n'est pas une préoccupation du village.

La pépinière centrale de Pala

Prévue pour une démonstration temporaire, la pépinière centrale de Pala est devenue une installation permanente. Elle fournit les plants pour la ville et pour les périmètres péri-urbains. Au fur et à mesure que les années passent, les débouchés se réduisent et la production de la pépinière est conditionnée par la réalisation de périmètres.

D'autre part, elle approvisionne les villages aux alentours de Pala et ainsi décourage toute initiative de la part de ces villages qui s'en remettent au projet. La ceinture désertique autour de Pala s'étend donc !

Certes, le reboisement autour des villes ne peut être appréhendé de la même manière que dans les villages. La structure sociale des villes, la mobilité des gens, ne permettent pas d'envisager un investissement communautaire dans une opération de reboisement gérée par la population. De grands périmètres ont été envisagés ; ils occupent de bonnes terres en limite de la ville, ce qui n'est pas sans poser des problèmes, ou bien ils sont relégués sur des terres incultes.

Pour la mise en place de ces plantations, on a fait appel au bénévolat de la population incitée expressément à participer au projet. La qualité du travail s'en est ressentie. L'incertitude sur l'exploitation sur la propriété des périmètres rend impossible la mobilisation des gens : "ce n'est pas notre affaire !". Comme ni le projet, ni le Service des Eaux et Forêts ne peuvent supporter les charges récurrentes d'entretien et de gardiennage des périmètres, ceux-

ci sont en quelque sorte abandonnés.

Cette grande pépinière centrale associée à la réalisation de périmètres (l'ensemble entièrement subventionné par le projet) a un effet démobilisateur sur les villages alentour où l'avancée du déboisement est la plus rapide. Pourtant motivés par une possibilité de gagner quelque argent, les villageois seraient prêts à lancer une activité reboisement pour approvisionner la ville.

Quelques réflexions sur le projet.

Là où le projet a pris contact avec la population, on note en général un intérêt pour les arbres fruitiers et les arbres d'ombrage pour les concessions. Il n'y a pas eu de plantations en brousse. En poursuivant le projet sur cette lancée, les résultats espérés seraient au mieux des villages ombragés avec quelques vergers et quelques périmètres, cerné par un espace désertique. Il n'y a pas de reboisement !!!

La sensibilisation n'a pas eu de prise sur la réalité pour plusieurs raisons :

- le problème du déboisement a été abordé de façon homogène sur l'ensemble du Mayo Kebbi qui recouvre une très grande diversité de situations écologiques et de groupes ethniques. Or, on a proposé en tout lieu une solution identique.

- l'absence d'étude, à l'échelle du territoire des cantons, a privé la sensibilisation de références précises sur le milieu naturel, d'arguments pertinents en prise sur le vécu des paysans pour arriver à des échanges.

- les activités de plantation sont restées ponctuelles et sans lendemain car elles n'étaient pas intégrées dans un plan de reboisement local conçu avec la communauté villageoise. En effet, les gens se satisfaisaient des quelques arbres plantés chez eux.

- le projet n'a pas misé sur des partenaires locaux stables : il s'est appuyé sur quelques personnes et non pas sur les communautés villageoises, seules à pouvoir assurer la continuité et la responsabilité du reboisement.



- une stratégie ambiguë : une démarche qualitative d'auto-promotion est, en effet, essentielle pour fonder la pérennité d'un projet de reboisement villageois ; or, elle est incompatible avec les objectifs de plantation aussi importants, fixés sur un court terme. Il faut ménager les temps nécessaires pour que le village prenne en charge le projet et en soit responsable : "mieux vaut moins mais mieux", "du qualitatif avant le quantitatif, nous n'avons pas de temps à perdre ! Alors ne nous pressons pas."

- des présupposés non remplis : la motivation à planter des arbres ne peut se développer que si les modalités de propriété et d'exploitation des plantations sont clairement établies, connues des paysans, et respectées par des agents des Eaux et Forêts. La motivation économique est souvent la plus efficace ; les taxes légales et "locales" découragent toute entreprise. L'exemple des arbres fruitiers est révélateur en ce domaine : les gens plantent pour se faire un petit revenu.

La sensibilisation a plus été perçue comme une action pour une grande cause, une action gratuite de la part des paysans étant donné qu'ils ne profitent que très peu du fruit de leur travail non rémunéré. Il faut tout de même beaucoup d'enthousiasme pour cultiver les arbres pour une grande cause et leur fonction écologique dans un contexte où l'économie est déficiente et où l'argent manque !

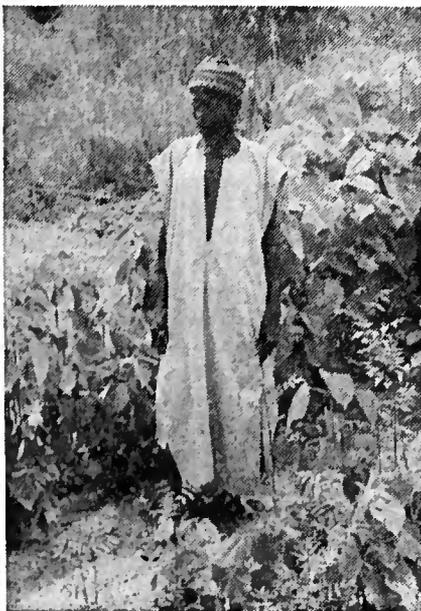
D'autre part, le manque d'eau dans les puits est le problème prioritaire, tant qu'il n'est pas résolu, rien de sérieux ne peut être entrepris.

SECONDE PARTIE

Cette évaluation sommaire a permis de réorienter le projet vers une approche globale, intégrée, en termes d'aménagement du territoire villageois pour faire face aux problèmes de satisfaction des besoins en eau, et à la poursuite du déboisement.

Elle vise à favoriser toutes les techniques d'infiltration des eaux de pluie, en vue de réalimenter les nappes superficielles, à amener des transformations dans le système de production afin de limiter les défriches irraisonnées qui anéantissent tous les efforts de reboisement et de lutte contre l'érosion en un rien de temps. Elle voudrait permettre une bonne production de bois de chauffe intégrée à l'agriculture.

Cette approche se caractérise par la priorité accordée à l'auto-promotion villageoise.



Pour une continuité de l'activité "lutte contre la désertification" et sa reproductibilité dans l'espace, il est nécessaire que la population villageoise prenne totalement en charge les différentes interventions techniques et parvienne à les maîtriser, pour les répéter en de multiples endroits sans l'intervention d'un organisme d'encadrement : c'est l'auto-promotion appliquée.

Les critères de cette auto-promotion villageoise sont :

- * Limiter les interventions en moyens matériels inabordables pour les paysans.

- * L'ampleur de l'intervention doit être maîtrisée et doit suivre le rythme des paysans afin qu'ils se l'approprient au fur et à mesure.

- * Les réalisations viennent des paysans qui participent à leurs conceptions et à leurs réalisations. La formation, l'explication permanente de la technique, l'évaluation de l'action avec les paysans sont les clefs de l'auto-promotion.

- * L'animateur intervient comme appui, conseiller et non comme chef de chantier d'aménagement ou de plantation.

- * Susciter une organisation de paysans entre eux, au fur et à mesure que les activités progressent, que les problèmes se posent, que la prise de conscience s'affine. Il ne s'agit pas de créer des structures, des groupements avec statut, comme préalable à toute action.

Cette auto-promotion sera réalisée si

- 1) Il y a une motivation économique avec un résultat à court terme (possibilité de vendre le bois)

- 2) La propriété, les modalités et le droit d'exploitation de l'arbre planté sont clairement définis, et une

large publicité est faite sur ces dispositions par les moyens de communication officiels.

- 3) Un accord est trouvé entre les agents des Eaux et Forêts et les paysans pour régir les plantations.

- 4) Les autorités locales soutiennent largement les règlements que les villageois se sont donnés pour gérer leur territoire.

Pour mettre en oeuvre cette démarche, il s'est avéré nécessaire de délimiter des zones pilotes car le Mayo-Kebbi présente une diversité écologique très importante et de multiples contextes humains. D'autre part, le nombre limité d'animateurs pour suivre la lente émergence d'organisations paysannes renforçait cette option. Une pédagogie dite d'extension de l'animation s'imposait alors. C'est un processus par lequel les voisins de la zone pilote prennent connaissance de ce qui se fait, des méthodes employées, du chemin pour créer une organisation, pour la gérer afin de mettre en oeuvre l'aménagement de leur territoire. Ils se réapproprient l'expérience du voisin ; il ne s'agit pas de copier le modèle mais de le re-concevoir dans une nouvelle situation écologique et sociologique. Telle est la difficulté de cette pédagogie qui reste à élaborer et à pratiquer.

L'évaluation a montré que ce moment de re-conception était une nécessité pour motiver les villageois, en ancrant les solutions proposées dans la réalité humaine et géographique qui leur est spécifique.

Cette démarche comporte trois phases réorientées vers la réalisation d'un plan d'aménagement du territoire. Les deux premières phases sont concomitantes : ce sont la sensibilisation et le diagnostic sur le milieu humain et écologique où s'insère le projet. La troisième est l'élaboration, l'appropriation et la réalisation du plan d'aménagement. Le schéma suivant illustre les grandes phases.

La sensibilisation a pour objectif de rendre les gens conscients de l'évolution de leur environnement et à prendre leurs responsabilités, et par la suite de les amener à transformer leurs pratiques de cueillette, voire de pillage, en une pratique de gestion, c'est-à-dire de protection et de production des ressources du terroir.

C'est à travers des applications très ciblées que se réalise la sensibilisation qui doit apporter des résultats visibles quasi immédiats et démonstratifs. Par exemple, dans un dernier temps, le reboisement cherche à créer des vergers et des espaces

ombragés dans les villages ; la gestion de l'eau vise à améliorer les rendements par une meilleure utilisation des pluies avec l'installation de diguettes. Ces quelques réalisations sont des temps où le paysan transforme peu à peu sa façon de faire car, suite à l'information-sensibilisation qu'il a reçue, il est conduit à poser un choix et à participer à une action concrète : une pépinière ou un champ endigué. Ceci entraîne alors des périodes de formation et de suivi au cours desquelles l'animateur introduit peu à peu de nouvelles questions qui seront l'objet d'échanges entre agriculteurs dans leur veillées ; début à une prise de conscience.

D'autre part, ces réalisations sont l'occasion de faire émerger des embryons d'organisation paysanne souvent sous forme de groupement. Elles nécessitent des négociations sociales au sein du village, des ajustements entre les divers acteurs. Processus évolutif et lent pour atteindre une stabilité éprouvée par les conflits, processus orienté vers l'autonomie caractérisée par une capacité d'auto-régulation afin d'assurer la viabilité de ces groupements.

La constitution de groupements cohérents sur le plan social et représentatifs de la communauté villageoise, l'intégration des actions ponctuelles et sectorielles dans une logique de plan d'aménagement, représentent les prémices à un projet de lutte contre la désertification. Elles sont le résultat de l'animation pendant la phase de sensibilisation qui peut durer cinq ans !

Le diagnostic vise à mettre en évidence les composantes du milieu naturel et du milieu humain qui déterminent la cohérence du plan d'aménagement : au niveau technique entre les modalités d'exploitation et le potentiel de renouvellement du milieu naturel, au niveau sociologique entre les contraintes d'organisation pour l'exploitation et l'organisation "traditionnelle" des villageois pour exploiter leur territoire. Une démarche de recherche-action semble adaptée, avec quelques simplifications. Cette méthode est à utiliser comme un outil de dialogue avec la population, comme une sorte de miroir à questions pour les partenaires en présence. C'est pourquoi, le diagnostic et les observations seront rapportés à la population.

Parallèlement, un groupe de personnes motivées par la conservation de l'environnement et issues de l'organisation paysanne naissante,

mèneront une enquête conscientisante. Appuyé dans la méthodologie et pour l'élaboration des questions par un animateur, ils iront rechercher auprès des villageois des informations concernant les opinions sur la gestion du territoire (modalités anciennes ou nouvelles), les réflexions sur l'organisation sociale adéquate pour cette gestion.

Ils cherchent ainsi à préparer la critique du plan d'aménagement en questionnant sur les points sensibles pour l'appropriation du modèle.

De la confrontation des acquis de l'enquête et du diagnostic résulteront les contraintes qui seront la base des négociations pour l'élaboration du plan entre les techniciens, les animateurs, les délégués de l'organisation paysanne.

La phase d'élaboration doit être menée avec l'idée que c'est l'organisation paysanne qui est le maître d'oeuvre du plan et aussi le maître d'ouvrage.

Le technicien devient alors un conseiller, un méthodologue, un formateur, usant de diplomatie pour garantir la cohérence technique de l'ouvrage. Une négociation avec l'ensemble de la population est alors nécessaire pour déboucher sur une prise de décision qui doit respecter les temps de sa propre maturation dans des conditions où chacun aura retransmis sa parole par le canal qui lui est propre !

La programmation et l'organisation des chantiers relèvent du groupement motivé par ce plan. Une évaluation périodique s'impose : nécessaires réajustements entre la technique et l'organisation humaine !

Cette démarche est un cadre dont le contenu reste à préciser selon les situations et les priorités de chaque zone pilote, tant sur le plan écologique que sur le plan humain. Elle donne la primauté à l'animation qui recouvre une phase de sensibilisation pour asseoir les prémices à la mise en oeuvre d'un plan d'aménagement viable, (à savoir un groupement cohérent et représentatif, une information pratique, associée à des réalisations ponctuelles sur les différentes composantes d'un plan), et qui instaure les conditions pour une réelle appropriation du plan par sa négociation, et sa compréhension au moment de l'élaboration, fondements de sa pérennité !!



LA FORMATION D'ANIMATEURS RURAUX POUR LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

La mise en oeuvre d'une telle démarche requiert la formation d'animateurs intégrés au milieu villageois et investis de la confiance des paysans pour y mener à bien le travail de sensibilisation, de réflexion sur les systèmes de production et sur l'émergence d'une organisation paysanne.

Définir le profil de l'animateur type est une gageure, car il ne peut se résumer à des compétences techniques. En effet, la relation entre les paysans et l'animateur est primordiale. C'est pourquoi le BELACD cherche à recruter des bacheliers issus du milieu où se déroule le projet et intéressés par un travail d'animation auprès des paysans, les gens de son village, de son ethnie. C'est parfois une position délicate, mais qui peut apporter de bons résultats une fois que les rôles sont clairement établis !

Pendant trois ans, ce bachelier se forme à l'animation sous la supervision d'un animateur confirmé. Ce temps de stage est l'occasion d'éprouver sa motivation à l'animation et son comportement avec les villageois. Il apprend aussi les bases techniques de la gestion de l'environnement, et quelques méthodes pour organiser et évaluer son travail.

A la suite de ce stage, il est envoyé en école d'agriculture pour acquérir des compétences techniques pour une approche globale des systèmes de production, et conseiller au niveau du suivi d'un plan d'aménagement.

Après trois années d'école, il retourne comme responsable du projet local où il a fait ses preuves comme animateur. Une supervision par un coordinateur responsable de l'ensemble du projet de lutte contre la désertification lui apporte un appui dans son rôle d'animateur, de technicien et de gestionnaire de l'activité locale du projet. Selon les nécessités liées au milieu naturel et au déroulement du projet, des sessions de formations spécialisées seront l'occasion d'approfondir la recherche-action en cours dans chaque zone pilote. Ce sont aussi pour entretenir l'enthousiasme des animateurs en dehors des réunions de suivi des activités.

Tels sont les quelques défis à relever pour obtenir des résultats tangibles au bout d'une quinzaine d'années ! Un souhait qui demande de la persévérance et de la continuité dans les programmes d'action et dans la motivation des divers intervenants.

Dominique CHERRIERE

ZAIRE

Un séminaire sur la politique forestière, organisé par le Ministère des Affaires Foncières, de l'Environnement et de la Conservation de la Nature a eu lieu du 11 au 13 Mai dernier à Kinshasa.

Dans son discours d'ouverture, M. Niny Mayidika NGIMBLI, Vice-premier Ministre, a constaté que l'objectif poursuivi par le Zaïre, d'atteindre une production de 6 millions de m³ de bois d'oeuvre par an, en l'an 2000, ne serait pas atteint.

Le volume total de bois d'oeuvre exploité s'élève actuellement à 500.000 m³ par an, dont 150.000 m³ exportés, soit 1% de la valeur totale des exportations du pays. Cette situation résulte du caractère non concurrentiel des bois zaïrois sur le marché mondial, des difficultés de transport et de la complexité des procédures et de la fiscalité.

En outre, la commission des investissements a négligé le secteur forestier.

Pour relancer l'activité du secteur forestier, le Zaïre a décidé de mettre au point un Plan d'Action faisant appel aux principes et priorités du Plan d'Action Forestier Tropical.

TOGO

Le projet de "forêts scolaires au Togo", initiés par Les Amis de la Terre du Val de Bièvre et l'Ecole Supérieure d'Agronomie de Lomé a terminé sa première phase d'un an, qui concernait deux sites : l'un situé à Nyitue (près de Kpalimé), dans le Sud du pays, l'autre situé à Farande (près de Kara) dans le Nord.

Ce projet comporte la réalisation sur le terrain de petits boisements (quelques hectares) d'essences adaptées au milieu. Ce sont des élèves des Collèges d'Enseignement Généraux locaux qui réalisent ces plantations avec l'appui technique de leurs maîtres et de professeurs de l'Ecole Supérieure d'Agronomie de Lomé. Mais l'aspect le plus intéressant de ce projet, est l'action

éducative menée à travers un jumelage des collèges togolais avec des collèges français. Ainsi, les CEG de Nyitoe et de Bagneux (banlieue Sud de Paris), sont jumelés, de même que le CEG de Farandé et le Collège des Hautiers à Marines dans le Val d'Oise. Echanges de correspondances, de livres, de produits artisanaux, d'échantillons d'arbres et de plantes, expositions, travaux manuels, fêtes, font partie de ces programmes éducatifs en France et au Togo.

Enfin, on pense à des voyages-échanges d'élèves, mais ceci revient cher ! Le profil est soutenu par l'ESADE de Lomé, le Conseil Général de l'Île de France, les Amis de la Terre et le Ministère Français de la Coopération et du Développement. Deux-cent trente francs français seront ainsi mobilisés en 1989, pour poursuivre l'action sur les 2 premiers sites et ouvrir un troisième site à Timbou à l'extrême Nord du Togo (près de Dapaon). Le CEG de Tumbou sera jumelé avec le CEG d'Antony (Sud de Paris).

C'est un excellent projet qui permet à des collégiens togolais et français de se connaître à travers cette action de plantation d'arbres. Pour tous renseignements contacter : Mme OCTÖR - Amis de la Terre du Val de Bièvre, 3, rue Lincoln APP 242 - 92220 BAGNEUX - 46/63/93/29.



RIO DE JANEIRO

Du 21 Juin au 2 Juillet, a eu lieu à Rio de Janeiro, la 4ème Réunion du Conseil de l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT). Cette Organisation qui regroupe 46 Pays (1), conservateurs ou producteurs de bois tropicaux a pour objectifs de promouvoir une

meilleure utilisation des bois tropicaux dans le monde (1), par une meilleure gestion des forêts denses productives, assurant une production soutenue, tout en sauvegardant l'environnement et les ressources génétiques (2) une meilleure utilisation des produits de la forêt (diversification des essences exploitées, meilleure transformation industrielle) (3), une meilleure commercialisation (transparence des marchés, prix rémunérateurs pour les producteurs, libéralisation des échanges). Plusieurs projets nouveaux ont été adoptés. Ces projets étant financés par un compte spécial, alimenté par des contributions volontaires. Le Japon, le Danemark, les Pays-Bas et la Suisse ont ainsi annoncé des contributions.

(1) : En Afrique, sont membres de l'Organisation : le Ghana, le Libéria, la Côte d'Ivoire, le Congo, le Gabon et le Cameroun. Le Zaïre est observateur.



CAMEROUN

Démarrage prévu en 1989 des Etudes de Planification du Développement du Sud Cameroun. Cette planification basée sur un Plan d'Aménagement du Territoire sera effectuée à partir d'une mobilisation des ressources naturelles existantes : bois, minerais, énergie hydraulique. La forêt, qui couvre à 80 % ce territoire, constituera le passage obligé du développement et son moteur initial. Saluons la sagesse des dirigeants Camerounais, qui, par cette étude, entendent préparer l'avenir, en maintenant un domaine forestier permanent composé de forêts de production et de forêt de protection des sols de la flore et de la faune. Nous en reparlerons.

L'ARBRE à PALABRES

Dans le supplément n°2 du Bulletin du Réseau Arbres Tropicaux, vous souhaitiez que des praticiens de terrain vous proposent des connaissances de paysans et forestiers, en matière de méthodes pratiques de coups de main.

Ceci m'a rappelé une curieuse expérience, observée sur le Teck, en Côte d'Ivoire, à une trentaine de kilomètres au Nord de Bouaké.

En 1980, le Service des Eaux et Forêts avait passé contrat avec des paysans ivoiriens, pour qu'ils lui produisent des stumps de Teck, après un bref apport technique.

A l'occasion d'un suivi de stage, un élève-ingénieur de l'Institut Agricole de Bouaké, m'avait fait part, en 1981, du fait suivant : le paysan se retrouvait avec un lot trois fois plus important de plants de Teck, alors qu'il avait totalement délaissé sa planche de pépinière.

Les Tecks récoltés l'année précédente avaient rejeté vigoureusement !

Ceci était dû à sa technique de récolte, légèrement différente de celle qui lui avait été recommandée :

- au lieu d'arracher les jeunes plants, puis de les façonner en stumps (en coupant la tige à 20 cm sous le collet),
- le paysan avait trouvé plus simple de couper les plants en place à 20 cm au-dessus du niveau du sol, puis, avec une bêche particulièrement bien affûtée, de les cerner au-dessous du niveau du sol.

Le paysan n'avait plus eu alors qu'à tirer les stumps, ainsi directement façonnés en place.

Et, l'année suivante se produisit le fait inattendu : la plupart des racines laissées en place avaient rejeté, fournissant gratuitement et sans travail supplémentaire, une production triple de la précédente !

De plus, la forme de ces rejets était excellente.

Il ne m'a pas été possible de répéter cette expérience. Je vous la transmets comme simple observation.

Peut-être serait-il intéressant que des chercheurs du CTFT la testent de façon systématique ?

M. Dominique JOLIN
SAUSSINES
94130 CASTRES
tél : 67.86.51.03.

Nous vous rappelons que cette rubrique est ouverte à nos lecteurs et abonnés. Nous comptons vivement sur votre courrier pour nous faire part de vos "recettes" qui s'avèrent certainement très utiles sur le terrain. Tous les membres du Réseau sont donc invités à prendre la plume !



Supplément à "SILVA".
Directeur de publication : P. SCLAVENTIS.

Imprimeur : LOUVEL-MARTIN, 17 rue Emile Zola, 94130 Nogent/Marne.

Ont participé à la rédaction de ce numéro : Alain BERTRAND, Rémi GROVEL, Louis HUGUET, Dominique CHERIERE, Jean CLEMENT, Edouard G. BONKOUNGOU.

Abonnement

NOM: _____

Profession: _____

Rue, n°, boîte postale: _____

Localité: _____

Code postal et bureau distributeur: _____

PAYS: _____

Je m'abonne au Réseau Arbres Tropicaux.

Tarif: France 50 FF - Europe 70 FF - Afrique 2500 F CFA.

SECRETARIAT DU RESEAU "ARBRES TROPICAUX" - ASSOCIATION "SILVA"
21, rue Paul Bert - 94130 Nogent sur Marne - Tél : 48.75.59.44.